



Les agrocarburants

Nos voitures contre les besoins alimentaires

Sommaire

Introduction	2
Définitions	3
Situations et Perspectives	4
Les agrocarburants contre les Droits de l'homme	8
Perspectives d'actions	12
Annexes	14

Réalisation : Septembre 2008

FIMARC
15 rue Jaumain – 5330 ASSESSE – Belgique
Tél et fax : +32/83 65 62 36
Courriel : fimarc@skynet.be

Introduction

Le débat sur les agrocarburants est bien actuel. Certains les présentent comme étant la solution aux problèmes de pénurie des énergies fossiles. D'autres les dénoncent car ils seront en concurrence directe avec les produits alimentaires nécessaires tant pour les humains que pour le bétail. La position de la FIMARC rejoint celle de l'ex-rapporteur pour le droit à l'alimentation, M. Jean Ziegler, qui s'inquiète fortement de cette concurrence...

« Le rapporteur spécial s'inquiète vivement du fait que les biocarburants provoqueront la faim. [Cette production] risque fort bien d'entraîner une concurrence entre aliments et carburant qui laissera les pauvres et les victimes de la faim des pays en développement à la merci des prix des aliments, de la terre et de l'eau qui augmentent rapidement. L'utilisation des méthodes du secteur agro-industriel pour transformer les aliments en carburants, aura pour effet le chômage et la violation du droit à l'alimentation»¹

Nous avons souhaité vous présenter un document qui vous permette de vous y retrouver et de vous faire votre propre opinion en tenant compte de la situation spécifique de votre pays ou de votre continent.

Il se présente en 3 grandes parties. La première partie est centrée sur des faits, des chiffres, des impacts de consommation d'agrocarburants. La deuxième partie traite des conséquences négatives de ces agrocarburants sur les droits de l'homme et la dernière partie propose des pistes d'actions. Vous trouverez également 2 annexes qui ont leur importance car elles expliquent les termes et les procédés techniques se rapportant à la fabrication des agrocarburants.

Ce document, outre sa vocation d'information, se veut également un outil pédagogique à votre disposition. En fin de chapitres, vous trouverez une grille de questions qui vous invite à vous interroger sur la situation de votre pays, de votre région. Ce document est le vôtre et doit être un outil de travail qui vous permette de chercher, de comprendre et d'analyser la situation propre de votre région.

De nombreuses informations existent sur la question des agrocarburants. Vous pouvez en trouver sans peine sur Internet ou dans diverses revues. Mais de quoi parle-t-on ? Ce document devrait vous permettre de chercher l'information la plus objective possible et ainsi de comprendre ce qu'il en est chez vous et le cas échéant d'entreprendre des actions qui vous permettront de contrer si nécessaire ce qui est en train de se passer.

Nous tenons à remercier chaleureusement le Groupe de travail FIMARC sur les Droits de l'Homme qui, à la demande du Comité exécutif, a produit ce document. Ce fut un travail intéressant et enrichissant, mais qui représente des dizaines de documents à lire, à analyser, une masse d'informations à synthétiser. Merci pour tout ce travail qui, nous l'espérons, rencontrera vos attentes dans ce souhait d'information et d'analyse de la situation des agrocarburants.

Bon travail et surtout n'hésitez pas à nous interpeller pour des informations complémentaires, pour nous faire part de l'état de vos recherches ou de vos découvertes sachant que ce débat n'est absolument pas clos, qu'il risque à l'avenir même de s'amplifier avec déjà le débat qui se fait jour sur la deuxième génération d'agrocarburants.

Bien à vous.

Daisy Herman
Secrétaire général

Définitions

¹ Jean Ziegler, rapporteur spécial sur le Droit à l'alimentation auprès du Conseil de Droits de l'homme de l'ONU – Rapport 2008 sur le Droit à l'alimentation – N° 53.

On parle d'agrocarburants pour désigner les carburants fabriqués à partir de produits agricoles. Ce sont des combustibles liquides, solides ou gazeux, qui peuvent remplacer, dans les moteurs, les combustibles issus du pétrole. D'où l'importance des termes employés pour les désigner.

Le terme « biocarburants » est utilisé par les industriels et les pouvoirs publics, dans le cadre du marketing mis en œuvre pour leur promotion ; pas une once de « bio » dans ces filières productivistes : immenses monocultures, emploi massif d'engrais et de pesticides, OGM en prévision, etc.

Les mouvements associatifs utilisent le terme « agrocarburants », pour signifier que ce sont des carburants tirés de produits agricoles, avec donc le risque de concurrence directe avec les besoins alimentaires. La FIMARC a aussi choisi d'utiliser le terme « agrocarburants ».

On emploie aussi à leur propos le terme de « nécro carburants », parce qu'ils peuvent donner la mort : on fabrique des agrocarburants à partir des produits agricoles destinés à l'alimentation de millions de personnes, notamment dans les régions les plus défavorisées.

Il existe trois filières principales pour les agrocarburants :

- Pour les moteurs à essence, l'éthanol et ses dérivés, tirés de céréales (blé, maïs) ou de plantes sucrières (betteraves, canne à sucre) ;
- Pour les diester (moteur diesel), extraits des huiles végétales, la graisse animale et leurs dérivés (diester), extraits de plantes oléagineuses (palmier à huile, jatropha, soja, colza, tournesol, etc.) ;
- Pour les biogaz : méthane qui se dégage à partir de la fermentation des matières organiques (déchets alimentaires, pailles, produits des cultures, etc.).

1 – Situation et perspectives

La production mondiale d'agrocarburants est actuellement dominée par les Amériques et par un type de carburant, l'éthanol, extrait du maïs aux USA et de la canne à sucre au Brésil. Ces deux pays contrôlent 72% de la production mondiale d'éthanol.

Au niveau mondial nous disposons de 1400 millions d'hectares (ha) de terres arables. En comptant une tonne d'agrocarburant par ha, nous obtiendrions 1400 millions de tep (tonne équivalent pétrole) en mettant toutes ces terres en culture. Nous consommons chaque année 3500 millions de tep. Autrement dit, en ne mangeant plus du tout nous pourrions faire rouler, en carburant issu des produits agricoles, 40% des voitures actuellement en circulation.

En 2007, les agrocarburants représentent 1 % du carburant consommé dans le monde. L'objectif est d'arriver à 3,5 % et plus si possible ; d'où pression sur les prix des denrées alimentaires. Pour répondre aux besoins, les pays industrialisés du Nord se tournent vers la production de l'hémisphère Sud.

Le Brésil peut fabriquer 6 000 litres d'éthanol à partir d'un hectare de canne à sucre, soit cinq fois plus que le Royaume-Uni à partir d'un hectare de colza. En outre, la fabrication d'éthanol coûte deux fois moins cher au Brésil qu'au Royaume-Uni. Le Brésil veut remplacer 10% de la consommation mondiale d'essence d'ici 2025, multiplier par 5 sa superficie consacrée à la canne à sucre. 200 millions d'hectares de forêts tropicales sèches, de marais, de terres dégradées ont été jugées aptes à la production d'agrocarburant par le gouvernement. Le soja fournit déjà 40% des agrocarburants.

De plus en plus de terres agricoles pour les agrocarburants ?

Aux USA, en 2006, la production atteignait 19 milliards de litres d'éthanol et 55 millions de tonnes de maïs sont consacrés à sa fabrication (soit 20 % de la production du maïs du pays) ; à l'horizon 2022, la production prévue est de 136 milliards de litres, ce qui devrait coûter au moins 135 milliards de dollars aux contribuables du pays, du fait des subventions ; cet éthanol est fabriqué à partir de maïs exempté de taxe (51% de son prix normalement), ce qui réduit son coût de fabrication.

En Europe, il est prévu que ces carburants couvriront 20% des besoins en carburants routiers en 2020. En France, l'objectif est d'incorporer, dans les carburants classiques, des agrocarburants à hauteur de 7 % en 2010 et 10% en 2020. Surfaces : en 2006, sur 13 millions d'hectares cultivés, 750 000 hectares sont consacrés aux « cultures énergétiques », soit 7,5 % des surfaces ; on prévoit 2 millions d'hectares en 2010, soit 15 % des surfaces cultivées.

Ces objectifs dépassent de loin les capacités de production de l'agriculture des pays industrialisés de l'hémisphère Nord. L'Europe serait tenue de mobiliser 70% de ses terres arables pour tenir son pari ; la totalité des récoltes de maïs et de soja des Etats-Unis devrait être transformée en éthanol et en bio diesel.

Au Burkina Faso, une société multiplie les semences de jatropha et veut créer des pépinières pour planter cette culture sur l'ensemble du pays. Une étude est en cours sur le traitement et la transformation des graines de coton en agrocarburant, avec à la clé une usine de trituration et de distillation pour la fabrication d'éthanol. La capacité de production du pays pourrait atteindre jusqu'à 60.000 tonnes d'huile à usage de carburant si toutes les conditions de production et d'investissement pouvaient être remplies, ce qui est encore loin d'être le cas.

Au Cameroun, la société Bolloré (France) contrôle 40 000 hectares de palmiers à huile. De 2001 à 2006, 30 000 hectares ont été défrichés pour planter des palmiers à huile ; objectifs 2010 : 50 000 hectares supplémentaires, avec des aides du FMI (Fonds Monétaire International) et de la BM (Banque Mondiale).

En République Démocratique du Congo, l'Etat a signé un contrat avec une entreprise chinoise pour exploiter 30 millions d'hectares de palmiers.

L'Indonésie et la Malaisie assurent 85 % de la production mondiale d'agrocarburants à partir de palmiers à huile, une agro-industrie qui emploie, en Asie du sud-est, plus d'un million de personnes et génère des milliards de dollars de revenus. Ces deux pays veulent augmenter de 6 millions de tonnes par an leur production pour répondre aux pays demandeurs. L'Indonésie, 2^e exportateur mondial, vise à devenir le principal fournisseur de la planète en 2009.

En Colombie, les surfaces concernées ont progressé dans tout le pays passant de 170 000 ha en 2001 à 300 000 ha en 2007, avec le projet d'atteindre 6 millions d'ha en 2015. En mars 2007, la Colombie a déclaré vouloir devenir le 1^{er} producteur d'Amérique latine de biodiesel pour se hisser à la 5^e place des producteurs mondiaux d'huile de palme.

Alliances entre pétroliers, semenciers, groupes agroalimentaires, distributeurs

L'agence internationale de l'énergie estime que, dans les 23 ans à venir, donc pour 2030, le monde pourrait fabriquer jusqu'à 147 millions de tonnes d'agrocarburants. Ce qui représente une multiplication par 10 en 25 ans. Notons que l'augmentation annuelle de la consommation de pétrole est 136 millions de tonnes : donc, cette augmentation de production d'agrocarburants ne compensera que l'accroissement annuel de la demande de pétrole.

Pour l'avenir, les entreprises visent à produire des plantes cellulosiques OGM, en particulier des arbres à croissance rapide qui se décomposent facilement pour libérer des sucres, ce qu'on appelle « arbres mous ». Il s'agit d'arbres modifiés génétiquement, pour produire plus de cellulose : non résistants aux vents, pollen OGM se disséminant partout ; ou encore des projets pour mieux rentabiliser les tiges et feuilles de maïs ; utilisation de « l'herbe à éléphant » appelée aussi « roseau de Chine », pour fabriquer de l'éthanol. Ce qu'on appelle « les agrocarburants de deuxième génération ». On peut parler de carburants issus de plantes non comestibles ou des déchets de plantes comestibles, qui n'entrent donc pas en concurrence avec la chaîne alimentaire. Beaucoup de recherches sont en cours, et chaque jour apporte son lot de nouveautés.

Les groupes pétroliers, céréaliers, et producteurs de cultures transgéniques renforcent leur présence sur toute la chaîne de production et de transformation des agrocarburants. Cargill, ADM contrôlent 65% du marché des semences, Monsanto et Syngenta, piliers de l'agroalimentaire, dominent le marché OGM. Ils sont entourés d'une cohorte toute aussi puissante de transformateurs de matières premières et de distributeurs, eux-mêmes associés à des chaînes de supermarchés, aux sociétés de l'agrochimie, des semences et du machinisme agricole (sur 5 dollars consommés pour la nourriture dans le monde, 4 dollars correspondent à l'activité de l'ensemble de ces sociétés).

La société Golden Hope (Malaisie), qui détient des usines de transformation en Malaisie et en Indonésie, possède une unité de transformation d'huile de palme à Rotterdam (Pays-Bas) où arrivent les bateaux en provenance d'Asie.

Actions des sociétés transnationales (STN)

Présentes dans tout le processus des agrocarburants, les STN agissent et font pression en différents domaines :

- **Sur les Etats**, pour qu'ils accordent des permis d'exploitation des forêts, jouant parfois le rôle de pyromanes pour aller plus vite dans la besogne et aussi pour avoir des cultures de rente. Par exemple, la société malaise Golden Hope a convaincu le Venezuela de tripler sa superficie de palmiers à huile en quelques années.
- **Sur les autochtones** : en particulier ceux qui vivent de la forêt : expulsions, immigration, menaces par la violence et la répression militaire, violations de leurs droits fondamentaux.
- **Sur les paysans** : ils sont dépossédés de leurs terres qui sont annexées et achetées à des prix dérisoires. Ces entreprises soutenues par les Etats vont jusqu'à utiliser la force armée pour arriver à leur fin. Les paysans sont contraints de travailler dans leur plantation, de s'endetter pour acheter des intrants et de s'équiper en moyen de transport et d'attendre trois ans pour engranger des résultats hypothétiques.
- **Sur le marché mondial** : compétitivité, concentration du pouvoir des capitaux entre les mains de quelques acteurs. Même si les entreprises mettent en place une organisation de type coopératif ce n'est qu'une façade, Le pouvoir est exercé par une personne choisie par elles ou les pouvoirs locaux qui sont là pour faire respecter leur ordre. Un exemple : les trois principaux acteurs Malais ont décidé de fusionner pour donner naissance à un géant industriel qui contrôle déjà 6% de la production mondiale.

En créant une nouvelle filière pour le maïs, on a artificiellement gonflé la demande, et provoqué volontairement l'augmentation des cours. Derrière cette manipulation spéculative, on retrouve les acteurs de l'agriculture industrielle, les géants de la chimie, des semences et des OGM, ainsi que leurs alliés du pétrole, de l'automobile et des grandes banques. Toutes les industries qui investissent dans la filière ont intérêt à la voir se développer. Pendant ce temps, les citoyens paient, en tant que contribuables, la défiscalisation des hectares destinés à la production d'éthanol, et subissent en tant que consommateurs la hausse des prix alimentaires.

La rapidité à laquelle s'opèrent la mobilisation des capitaux et la concentration du pouvoir au sein de l'industrie des agrocarburants est stupéfiante. Les financements privés inondent les institutions publiques de recherche, comme l'atteste le demi milliard de dollars de subventions accordé par BP à l'université de Californie (USA). Les grands groupes pétroliers, céréaliers, automobiles et d'ingénierie génétique passent de puissants accords de partenariat.

Les Etats, complices des STN, privilégient, dans la quasi totalité des cas, le développement de modes de production industrielle intensif, avec des objectifs qui reposent sur des exploitations de grandes dimensions où tout est calculé. Une banque française, associée à un autre groupe, détient 40 % des capitaux de la société Diester Industriel International et possède des millions d'hectares en Argentine et en Uruguay pour y produire des carburants verts.

En Afrique du Sud, Ethanol Africa prévoit 8 usines en 2010. Le parc automobile africain devrait augmenter de 50% dans les 10 ans. Ethanol Africa prévoit des investissements dans les pays voisins. L'agrocarburant est l'un des secteurs les plus prometteurs en Afrique. C'est le seul continent qui dispose de vastes surplus de terres cultivables.

Quels impacts ?

L'essentiel est de garder un certain recul et ne pas oublier qu'avant de se lancer les yeux fermés dans ces productions, il faut absolument garder le principe de précaution.

Quels seront les impacts sur l'environnement à court terme, à long terme, en cas de culture intensive ? Des questions sont à poser :

- Quel bilan en terme écologique et protection de l'environnement, quels engrais, quels pesticides, quels risques pour les populations (allergies, risque de stérilité, p. ex.) ?
- Quelle consommation d'eau tout en sachant que certains plants clonés consomment beaucoup plus d'eau que les plantes « sauvages », qu'une production industrielle en exige beaucoup plus qu'une exploitation « familiale » ?
- Quelles émissions (CO2 ou autres gaz à effet de serre) lors du conditionnement, de la consommation, de l'élimination des déchets, du transport de ces agrocarburants ?

Ne pas oublier qu'un agrocarburant peut être une source de vie pour une communauté rurale et une source de mort lorsqu'il est exploité à grande échelle et que tous les agrocarburants ne sont pas écologiquement égaux.

Pour éviter ces dérapages, il faut fixer des critères de production écologiquement et socialement acceptables pour éviter de soustraire des surfaces importantes à l'agriculture vivrière et éviter une culture avec des méthodes polluantes. Remettre l'être humain avant le profit.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Quelles sont les cultures pour la production d'agrocarburants, dans votre région, votre pays ? Qu'en connaissez-vous concrètement ?*
- *Quelles sont les réactions des populations devant ces réalités ?*
- *Qui sont les promoteurs de la culture pour agrocarburants ? Qui sont les financeurs, les sociétés financières qui interviennent dans ces filières ?*
- *Quelle est la position de l'Etat, des pouvoirs publics devant le développement des agrocarburants ?*

2 – Les agrocarburants contre les Droits de l'homme

Les monocultures intensives pour les agrocarburants font disparaître les cultures vivrières et ne laissent pas de place pour l'autosuffisance alimentaire. Cette concurrence remet en cause le droit à l'alimentation, à la terre, à l'eau potable, aux semences paysannes, aux richesses naturelles, le droit de produire, de transformer, de vendre ses produits de façon équitable. Elle remet en cause le droit de vivre dignement sans répression, ni violence, ni torture, le droit pour les populations indigènes de vivre sur leurs terres ancestrales, le droit pour les communautés de vivre en paix dans un environnement sain.

2-1 – Droit à l'alimentation

Rappel : Le droit à une alimentation adéquate suppose que chacun ait accès, physiquement et économiquement, à une nourriture suffisante sur le plan nutritionnel. Il impose aux gouvernements l'obligation de respecter, de protéger et d'assurer l'exercice de ce droit.

La fonction traditionnelle de l'agriculture est mise gravement en danger. Il ne s'agit plus de fournir des biens alimentaires aux hommes, mais de détourner de la chaîne alimentaire des matières premières essentielles à la vie au profit de l'industrie automobile. C'est la compétition entre la production de cultures vivrières et la production agricole pour des agrocarburants. De nombreux pays du Sud connaissent déjà un important déficit de production alimentaire pour leur population. Le développement de filières d'agrocarburants ne fera que renforcer leur « insécurité » alimentaire.

Les personnes les plus pauvres dépensent 50 à 80% de leur revenu pour leur alimentation. Elles souffrent quand les prix élevés des cultures pour carburants font monter le prix des aliments. Chaque fois que le coût de la nourriture augmente de 1 %, 16 millions de personnes tombent dans l'insécurité alimentaire. Si la tendance actuelle continue, 1,2 milliard d'habitants pourraient souffrir chroniquement de la faim en 2025. Dans ce cas, l'aide alimentaire internationale ne sera probablement pas d'un grand secours, nos surplus agricoles allant ... dans nos réservoirs d'essence.

La production agricole pour fabriquer 50 litres d'agrocarburant équivaut à l'alimentation d'un enfant pour 1 an. Pour remplir le réservoir d'un 4x4 il faut l'équivalent d'une ration de céréales pour une personne pendant un an.

Au Mexique, qui importe 30% de son maïs, la demande croissante d'éthanol a provoqué une énorme pression sur le prix de cette céréale avec l'augmentation dramatique du prix de la tortilla, aliment de base de la population mexicaine : plus 14% en 2006.

La production d'éthanol à base de manioc menace particulièrement les plus démunis. Le manioc satisfait un tiers des besoins caloriques des populations d'Afrique subsaharienne et constitue l'aliment principal de plus de 200 millions d'Africains qui sont parmi les plus pauvres du continent. En raison de sa haute teneur en amidon, le manioc représente une excellente source d'éthanol.

« Après la production de denrées alimentaires, la culture d'énergies renouvelables deviendrait le second but des paysans fribourgeois » indique un responsable agricole de Suisse. Et le Mouvement Suisse - l'ACAR - de poser la question du choix de société : « Donc il y a risque que notre alimentation soit de plus en plus assurée par des produits venant d'ailleurs, ce qui veut dire : transport, coût, pollution. Est-ce le circuit court que nous voulons pour l'alimentation ? Et alors que devient notre souveraineté alimentaire que nous défendons ? »

2-2 – Droit à la terre

Le développement des agrocarburants crée des conflits pour l'accès à la terre : expropriations, terres allouées pour les agrocarburants, au détriment des communautés locales et autochtones. Par exemple, au Ghana, une société suédoise possède 10 000 hectares pour produire de la canne à sucre.

Des centaines de milliers de personnes – paysans et autochtones - sont déplacées dans l'espace géographique que l'on appelle « La république du soja » (Brésil, Argentine, Paraguay, Bolivie). Les expulsions sont conduites sans ménagement, souvent avec l'appui des brigades paramilitaires qui se sont arrogées au passage les terres des populations indigènes. On relève des assassinats de syndicalistes, de leaders sociaux et paysans, des massacres, des disparitions inopinées, le blanchiment d'argent.

En Indonésie, des tribus indigènes vivant de la chasse, de la pêche et de la cueillette sont chassées en grand nombre de leurs villages forestiers par les incendies ; leurs droits fonciers ne sont pas reconnus ; une violence qui s'est déjà traduite par une dizaine d'assassinats et des centaines de cas de torture.

Le bradage des cultures vivrières n'est pas la seule crainte : la production d'agrocarburants implique nécessairement la concentration de la propriété de la terre, la déforestation, la contamination des sols, de l'air et de l'eau et l'expulsion des paysans.

2-3 – Droit des personnes déplacées

Il s'agit, d'une part, du déplacement forcé de populations. On estime qu'il y a dans le monde 60 millions de personnes déplacées, du fait de la production d'agrocarburants, dont 5 millions en Indonésie. Les multinationales, les Etats même, obligent des populations à partir de chez elles, pour utiliser leurs terres pour la production de palmiers à huile, alors que les Etats, en raison du droit international des Droits de l'homme, doivent protéger les personnes dont le déplacement est forcé à l'intérieur de leur Etat.

Il y a d'autre part l'obligation faite à des populations de s'incorporer dans les mécanismes financiers de production d'agrocarburants. Les autochtones doivent acheter leurs terres pour y demeurer, et pour cela doivent s'endetter. Elles deviennent ainsi dépendantes des banques et des sociétés transnationales (STN), devenant des esclaves pour le travail dans les champs de canne à sucre ou la production d'huile de palme.

2-4 – Droit à la santé

En Indonésie, le travail dans les plantations et les usines d'extraction se fait dans de mauvaises conditions de salaire, de statut, de dépendance. Il y a des dangers pour la santé : maladies de la peau et des ongles, saignements de nez, infections oculaires, ulcères de l'estomac, problèmes de fertilité et de grossesse, etc., provoqués par l'utilisation sans précaution de plus d'une vingtaine de pesticides (notamment le paraquat, le plus nocif des herbicides, interdit dans de nombreux pays).

L'éthanol est tout aussi malsain pour les poumons que l'essence. Il est considéré comme toxique par l'Agence américaine de l'environnement. Si toutes les voitures nord américaines roulaient au super éthanol (85% éthanol, 15% sans plomb d'ici 2020) les problèmes respiratoires liés à la pollution de l'air surviendraient avec une surmortalité de 4%.

2-5 – Droit à des conditions de travail décentes

La culture de palmier à huile est peu rémunératrice pour les producteurs : la préparation de la terre est onéreuse ainsi que l'achat des semences. La plupart des paysans s'endettent pour réaliser les investissements nécessaires. Leurs remboursements amputent jusqu'à 30% de leurs modestes revenus.

Les salaires et les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile sont fréquemment déplorables, notamment dans les pays où les droits sociaux sont très limités ou inexistants. La main d'œuvre, constituée de travailleurs saisonniers qui gagnent 1,28 dollar par tonne de canne à sucre coupée, est surexploitée. Ces conditions extrêmes ont déjà entraîné la mort de centaines de travailleurs.

Au Brésil, 100 hectares consacrés aux exploitations agricoles familiales offrent au minimum 35 emplois, alors que 100 hectares consacrés à l'exploitation industrielle de la canne à sucre et du palmier à huile n'en offrent que 10.

2-6 – Droit à un environnement sain

Déforestation

Destruction importante des forêts : en Malaisie, entre 1985 et 2000, le développement du palmier à huile a été responsable de 87 % de la déforestation, pour produire des agrocarburants. En Indonésie, les plantations de palmiers à huile sont la principale cause du recul de la forêt ; vers 2020, ces surfaces y auront triplé, pour atteindre 16,5 millions d'hectares (Angleterre et Pays de Galles réunis) avec comme résultat une perte de 98 % du couvert forestier.

Le soja fournit déjà 40 % des agrocarburants du Brésil : plus les prix du soja grimpent, plus s'accélère la destruction de la forêt humide de l'Amazonie : 325 000 hectares par an, au rythme actuel.

Pollution et réchauffement climatique

Les cultures industrielles destinées aux agrocarburants nécessitent des épandages massifs d'engrais. Ceux-ci sont produits à partir du pétrole et leur consommation mondiale est de 45 millions de tonnes par an. Conséquence : doublement du niveau d'azote biologiquement disponible sur la planète, contribuant aux émissions d'oxyde nitreux, gaz à effet de serre dont le potentiel de réchauffement global est 300 fois plus élevé que celui du dioxyde de carbone.

Chaque tonne d'huile de palme émet autant de gaz carbonique que le pétrole. L'éthanol produit à partir de la canne à sucre cultivée sur des forêts tropicales défrichées émet plus de gaz à effet de serre que la production et l'utilisation de la quantité équivalente d'essence.

Obtenir un litre d'éthanol requiert 3 à 5 litres d'eau et produit jusqu'à 13 litres d'eau usée. Il faut l'équivalent de 113 litres de gaz naturel pour traiter ces eaux usées : forte probabilité de leur rejet dans l'environnement, sans traitement, polluant rivières, fleuves, nappes phréatiques.

Même l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), dans un rapport de septembre 2007, pointe toutes les faiblesses des agrocarburants : leur réponse au problème du changement climatique est négligeable, ils provoqueront déficits alimentaires et destructions des milieux naturels, et coûteront très cher en subventions pour la production.

Biodiversité

Des milliers d'espèces sont concernées et les écosystèmes détruits. Les forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui couvrent seulement 0,3% de la superficie du globe mais abritent 5% de la biodiversité mondiale, sont convoitées par les sociétés transnationales qui s'intéressent au palmier à huile.

Dans 15 ans, 98 % des forêts pluviales d'Indonésie et de Malaisie ne seront plus qu'un souvenir : disparition de nombreuses espèces sauvages victimes de la destruction de leur habitat ; des forêts sont aujourd'hui abattues dans une ruée effrénée pour la production de l'huile de palme.

En Indonésie, le palmier à huile menace à la fois l'homme, l'orang-outan et l'éléphant d'Asie. En Afrique, le bassin du Congo est menacé. Au Brésil et en Amérique latine, on plante de la canne à sucre ou du soja partout, pour remplir les réservoirs des voitures au détriment de la forêt et du « cerrado », qui sont des écosystèmes uniques. Les agrocarburants sont des armes de guerre et de mort.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Dans votre pays, votre région, quelles sont les conséquences du développement de production d'agrocarburants sur les différents droits de l'homme ?*
 - o *Droit à l'alimentation*
 - o *Droit à la terre*
 - o *Droit des personnes déplacées*
 - o *Droit à la santé*
 - o *Droit à des conditions de vie décentes ;*
 - o *Droit à un environnement sain (déforestation, pollution, biodiversité)*
- *Quelles sont les principales victimes de la violation de ces droits ?*
- *Comment les populations concernées réagissent et luttent pour la préservation de leurs droits ?*
- *Avec qui font-elles alliance ?*
- *Quels sont les résultats obtenus dans ces luttes ?*

3 – Perspectives d'actions

La production d'agrocarburants est inacceptable si elle doit engendrer plus de famine et des pénuries d'eau, sans oublier les violations des Droits de l'homme. Alors, que pouvons-nous faire ? Il ne s'agit pas ici d'un catalogue d'actions possibles, mais plus de pistes ou perspectives pour des actions possibles. A chaque mouvement et groupe de trouver sur place les moyens à mettre en œuvre pour faire respecter les droits de l'homme et assurer l'avenir de l'humanité.

Jean Ziegler, Rapporteur spécial pour le Droit à l'alimentation au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, dans son rapport de 2008, recommande aux Etats d'observer un moratoire de 5 ans sur la production d'AC. Dans son rapport, J. Ziegler s'exprime ainsi : « *Les Etats devraient imposer un moratoire de 5 ans sur toutes les initiatives visant à produire des biocarburants à partir de denrées alimentaires. Ils devraient veiller à ce que les biocarburants soient produits à partir de plantes non alimentaires, de déchets agricoles et de débris végétaux plutôt qu'à partir de cultures vivrières, afin d'éviter des augmentations massives des prix des denrées alimentaires, de l'eau et de la terre et l'utilisation de ces ressources à des fins autres que la production alimentaire. Il faudra pour cela investir immédiatement et massivement dans les technologies de «deuxième génération» destinées à produire des biocarburants* ». (Rapport A/HCR/7/5 – N° 77 e). Notons que J. Ziegler utilise le terme « biocarburants » là où nous estimons qu'il faut utiliser le terme agrocarburants » (voir « Définitions » au début de ce document).

Plusieurs mesures peuvent être mises en place pendant ce moratoire pour faire en sorte que le droit à l'alimentation et les autres droits de l'homme soient respectés :

+ Les agrocarburants sont-ils nécessaires ? C'est la première question à nous poser dans la situation de notre propre pays. Localement, quelles sont les possibilités de développer des sources d'énergie vraiment alternatives, sans dépendre des agrocarburants ? Comment agir pour faire que le droit à l'alimentation, le droit à la souveraineté alimentaire soient des droits respectés et mis en œuvre ? Nous devons aussi rechercher en quoi la production d'agrocarburants détruit l'agriculture alimentaire locale, et détruit les droits énoncés dans la précédente partie de ce document.

+ Sensibiliser l'opinion à la nécessité de réduire la consommation globale d'énergie et axer les efforts sur toutes les autres méthodes permettant d'améliorer le rendement énergétique. Ceci exige un véritable débat public et contradictoire.

+ Agir collectivement pour économiser l'énergie - Commencer par de massives économies d'énergie ! Puis consommer « notre » biomasse locale, nos déchets urbains et ruraux. Il faut élaborer collectivement des solutions alternatives, les propager en revendications et mobiliser les opprimé-e-s et exploité-e-s pour les mettre en œuvre. Dans les pays riches, les revendications doivent être étendues et combinées à des revendications d'urgence telles que la réduction radicale de la consommation d'énergies fossiles, la constitution de réserves pétrolières destinées exclusivement aux transports urgents, aux équipements sociaux, au chauffage hivernal des habitations et à la production des biens qui sont nécessaires.

+ Développer les productions locales de sources d'énergie non-concurrentes des cultures vivrières :

- Sur des surfaces relativement réduites qui n'empiètent pas sur les cultures vivrières ;
- Dans le cadre de projets mis en œuvre et gérés par les communautés locales, de sorte qu'une réelle appropriation puisse se faire par les producteurs, utilisateurs et bénéficiaires, seul gage de réussite ;
- Pour leurs besoins locaux en énergie d'abord : accès à l'électricité par l'alimentation d'un groupe électrogène pour des besoins essentiels, tels que la mise en route d'un moulin ou d'une décortiqueuse, l'éclairage pour la maternité ou pour l'étude des enfants le soir, le maintien de la chaîne du froid, ou autres besoins des communautés rurales ;
- Réaliser des projets locaux bien maîtrisés, comme l'utilisation des graines de coton au Burkina, ou le remplacement de la culture de l'arachide par celle du tournesol au Sénégal. Et élaborer des stratégies à court, moyen et long terme.

+ Adopter des technologies qui utilisent des cultures non-vivrières, en particulier celles qui peuvent être cultivées dans les régions arides. Ce serait le cas de la culture de « jatropha curcas », un arbuste qui produit de larges graines oléagineuses et qui peut se cultiver sur des terres arides. Cette culture pourrait accroître la productivité des sols, offrir un moyen de subsistance supplémentaire aux paysans, notamment en Afrique, et inverser la dégradation des terres et la désertification.

Attention toutefois aux dérapages : de grandes surfaces sont déboisées, on commence à prendre des terres arables pour qu'elles augmentent le rendement du jatropha. Toujours au nom d'un meilleur rendement, on utilise de plus en plus d'eau, eau qui est précieuse dans les zones semi-arides. De plus, de nombreux projets ont été repris par les STN et ne profitent plus du tout aux populations locales pauvres.

+ Faire en sorte que les agrocarburants soient produits par une agriculture familiale et paysanne et non commerciale. Les Etats ont ici leurs responsabilités pour faire face à leur obligation de protéger et de respecter le droit à l'alimentation. Par exemple, la création de coopératives de petits producteurs qui livreraient leur récolte aux sociétés de transformation permettrait d'assurer plus d'emplois et le développement rural.

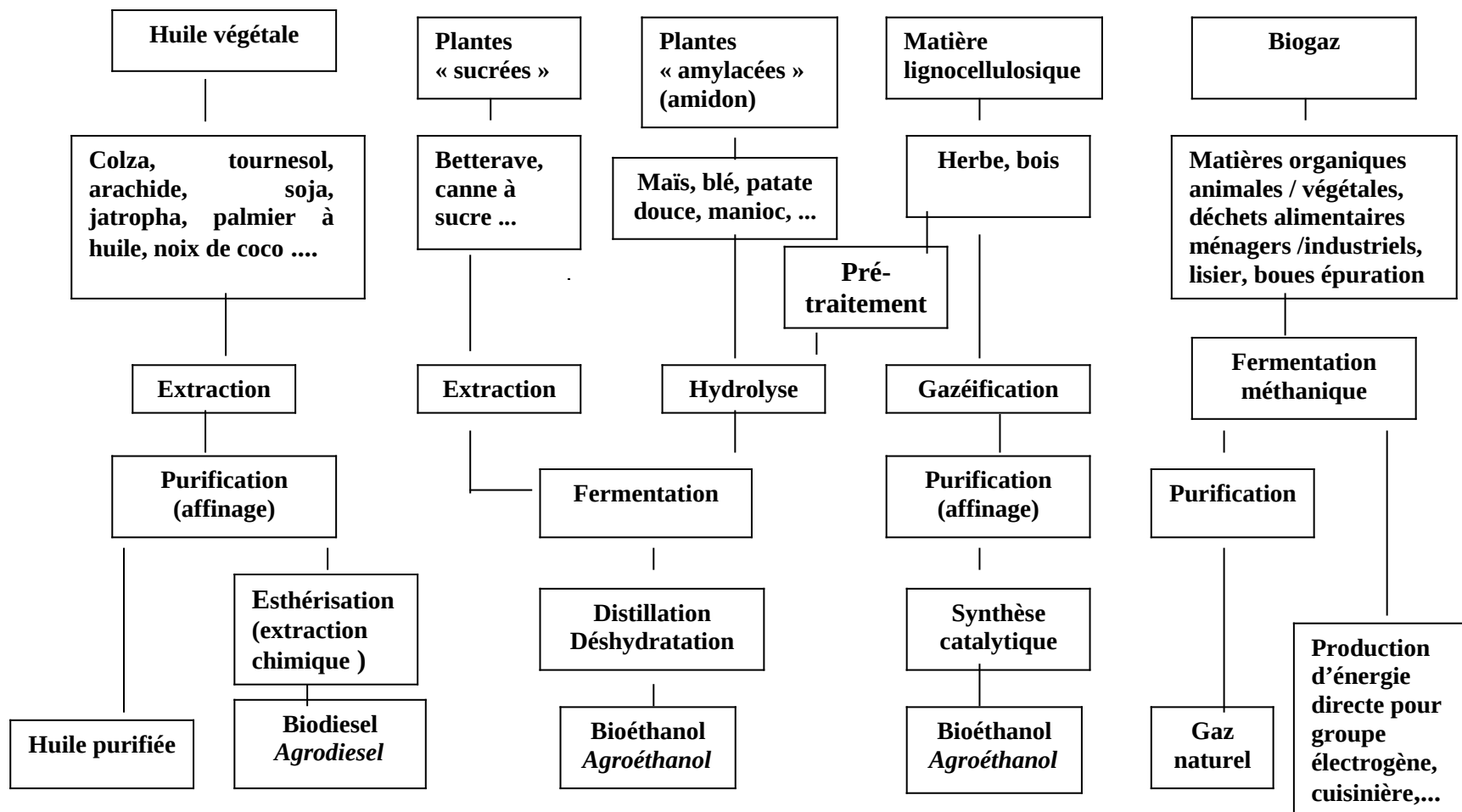
Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Quelle est la situation de la production d'agrocarburants dans votre pays ?*
- *Quels sont les moyens dont vous disposez pour analyser la situation, et prévoir des actions ?*
- *Quels obstacles rencontrez-vous pour agir : de la part de l'Etat, des forces économiques locales ou internationales (STN, groupes de pression, etc.) ?*
- *Quelles actions avez-vous entrepris pour contrer le développement des agrocarburants ? Avec qui ? Avec quels résultats ?*

Annexe N° 1 – Lexique des mots clés

<i>Agrocarburant ou biocarburant :</i>	Voir « définitions » en début de ce document ;
<i>Agro diesel</i>	Carburant produit à partir d'oléagineux (colza, tournesol, arachide, soja) par pressage à froid. Incorporé au gazole, il peut être utilisé dans les moteurs diesel ;
<i>Agro éthanol</i>	Carburant obtenu à partir de matières végétales (céréales, betterave, canne à sucre, bois) qui peut être rajouté à l'essence. ;
<i>Biomasse</i>	Matériaux d'origine végétale ou animale servant à la production de courant, chaleur ou carburant. Ex. bois, déchets compostables ou issus de stations d'épuration, plantes cultivées ;
<i>Esthérification</i>	Extraction (par exemple de l'huile) par voie chimique contrairement à un pressage qui est une extraction physique ;
<i>Fermentation</i>	Transformation par des levures (présentes à l'état naturel ou rajoutées) en alcool éthylique ;
<i>Hydrolyse</i>	Décomposition de certains composés chimiques par l'eau ;
<i>Méthanisation</i>	Transformation en gaz.

Annexe 2 : Filières des agrocarburants



Source de base Edgar Gnansounou, professeur EPFL (Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne- Suisse)